



LA SOCIÉTÉ DU SACRÉ-CŒUR À L'ONU EN QUÊTE DE JUSTICE AVEC LE CŒUR D'UN ÉDUCATEUR

NOTE DE CONCEPT

La dignité au cœur des ODD à l'ère post-COVID : À l'écoute des jeunes, des personnes âgées, des réfugiés et des peuples autochtones (ODD 1, 2, 3, 10, 16, 17)

7 juillet 2021

9 h à 10 h 30 EDT

Lien d'inscription : <https://bit.ly/3gyfOZm>

Interprétation en anglais, français et espagnol

En 2015, les nations du monde se sont réunies et se sont engagées en faveur d'un programme audacieux et ambitieux de développement durable centré sur la dignité fondamentale de chaque personne. À l'unisson, elles ont présenté leur vision *d'un monde où règnent le respect universel des droits de l'homme et de la dignité humaine, l'état de droit, la justice, l'égalité et la non-discrimination, le respect de la race, de l'ethnie et de la diversité culturelle, et l'égalité des chances permettant la pleine réalisation du potentiel humain et contribuant à une prospérité partagée.*

Sur la base de **la dignité fondamentale** de chaque personne, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité les objectifs et les cibles ainsi qu'un calendrier pour toutes les nations et tous les peuples et tous les segments de la société afin d'accomplir le développement durable d'ici 2030. Quatre ans plus tard, en 2019, le COVID a balayé le monde, exposant les inégalités entre et au sein des pays révélant des systèmes dans lesquels les résultats de santé sont liés au bien-être économique et social. La réponse des pays à la pandémie a mis en évidence la faiblesse des institutions et l'incapacité des États à assumer leur rôle de protecteur de leur population, exacerbant les divisions et les inégalités. (ODD 16). Elle a entraîné une augmentation grave et généralisée de l'insécurité alimentaire mondiale (ODD 2), touchant les ménages vulnérables dans presque tous les pays. La Banque mondiale estime que la pandémie fera basculer 88 à 115 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté cette année (ODD 1), et que le total atteindra 150 millions d'ici 2021, en fonction de la gravité de la contraction économique. L'accès aux vaccins a révélé une fois de plus la corrélation fondamentale entre santé et richesse (ODD 3). Lorsqu'un vaccin a été mis au point, testé et distribué en 2020, dix des pays les plus riches disposaient de 75 % des stocks, tandis que 130 des pays les plus pauvres n'avaient encore vacciné aucun de leurs habitants.

Notre panel interactif représentera les voix du terrain, leurs expériences et les défis à relever pour reconstruire un monde plus sain, plus équitable et pacifique dans une ère post COVID dans laquelle la dignité fondamentale de chaque personne est réalisée. Nous entendrons des personnes vivant dans quatre des pays VNR de cette année : la Colombie, le Japon, le Mexique et l'Espagne. Ils présenteront certains des défis auxquels ils sont confrontés pour réaliser la promesse des ODD de ne laisser personne de côté et d'atteindre les personnes les plus en retard. En outre, ils proposeront des meilleures pratiques et offriront des suggestions pour aller de l'avant de manière durable.

Justification

- La pandémie mondiale a révélé plus que jamais l'ampleur des inégalités qui existent dans le monde. Pour être fidèle à l'engagement mondial de ne laisser personne de côté, les ODD doivent être mis en œuvre en utilisant une approche fondée sur les droits.
- La pandémie mondiale nous demande de travailler ensemble de manière innovante pour humaniser le monde. Cela signifie que la dignité humaine, et non le profit, doit être placée au cœur de notre travail en avant. *La pandémie de COVID-19 est une urgence de santé publique - mais elle est bien plus. C'est une crise économique. Une crise sociale. Et une crise humaine qui devient rapidement une crise des droits de l'homme. En février, j'ai lancé un appel à l'action pour placer la dignité humaine et la promesse de la Déclaration universelle des droits de l'homme au cœur de notre travail.* (Antonio Guterres, "We are all in this Together : Les droits de l'homme et la réponse et le rétablissement de COVID-19", 23 avril 2020)

Objectif/résultat souhaité

- Donner la priorité à l'intégration des ODD dans les approches intersectionnelles fondées sur les droits de l'homme.
- Mettre en évidence la nature des meilleures pratiques et les problèmes qui empêchent les solutions potentielles.
- Proposer des modèles intégrés qui sont ancrés dans la dignité humaine, fondés sur les besoins sociaux et environnementaux, la santé et le bien-être de la personne dans son ensemble, et des solutions innovantes qui *ne laissent personne de côté*.

Co-sponsors

- Mission d'observation permanente de l'Ordre souverain de Malte auprès des Nations Unies, Ambassadeur Paul Beresford-Hill
- Association des femmes rurales du monde (ACWW)
- Coalition des religieuses et religieux pour la justice (JCoR)

PANELISTES



Norma Joela Acevedo Olea est membre des Mixtecos, un peuple indigène du Mexique, Ñuu Xavi (Oaxaca). Elle est la coordinatrice générale du collectif "Indee Tekio". Norma Joela a étudié l'administration des affaires et est diplômée en droits de l'homme et en égalité des sexes de l'UNESCO. Elle travaille également pour une ONG qui soutient l'éducation des enfants dans différents États du pays (FAFI A.C.). Elle y est la coordinatrice des programmes de soutien. Outre ces rôles, Norma Joela fait partie d'un réseau d'économie sociale de producteurs solidaires. Elle vit à Guadalajara.

Norma Acevedo partagera son expérience en tant que coordinatrice du projet indigène "Artesanía y Gastronomía In dee Tekio", qui vise à promouvoir la culture du peuple mixtèque et de plusieurs peuples indigènes du Mexique qui ont uni leurs forces pour y parvenir. Ses membres souhaitent récupérer la coutume du Tequio, qui encourage le partage des ressources et du travail de tous les membres dans la construction de la communauté ; environ dix-sept groupes ethniques du centre du pays font partie de ce projet. L'un de ses objectifs est de reconnaître la création d'objets artisanaux comme un mode de vie, en attribuant des prix équitables à chaque pièce artistique, contribuant ainsi à réduire les migrations dues aux besoins économiques.



HIGH-LEVEL POLITICAL FORUM
ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT



Cette coutume peut contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030, qui vise à aborder plusieurs questions, notamment la fin de la pauvreté, l'égalité des sexes, le travail décent, la réduction des inégalités, la production et la consommation responsables, la paix et la justice, ainsi que des institutions solides.



Maria Elena Arteaga est originaire de Colombie. Elle est économiste de profession et a suivi des études sur les femmes et le genre et sur l'agroécologie. Depuis plus de 40 ans, elle travaille à développer des programmes sociaux avec la Pastorale Sociale en Colombie, des programmes avec des recycleurs et des micro-entrepreneurs. Marie Elena accompagne des groupes de femmes pour les aider à renforcer leurs capacités.

Maria Elena Arteaga voit dans cet événement une excellente occasion de réfléchir à la dignité au cœur des ODD du point de vue des femmes et de leur contribution à la construction de communautés solidaires qui aident à surmonter la faim en période de pandémie. Les femmes démontrent, preuves à l'appui, que la dignité permet aux êtres humains de se développer intégralement, en liaison avec leur environnement, en tant qu'"être" social, qu'"être" économique et qu'"être" politique. Elle rendra visible l'apport des femmes de cette vision de la dignité qui, malgré la discrimination culturelle, l'exclusion dont elles font l'objet, la violence et le féminicide auxquels elles sont confrontées, les femmes remplissent le rôle maternel de soignantes, intimement liées aux besoins de leur communauté. Les multiples défis auxquels sont confrontées ces sociétés latino-américaines institutionnellement patriarcales, qui les empêchent d'avoir un regard collaboratif, d'inclusion de valeurs, d'autres manières de résoudre les multiples défis auxquels elles sont confrontées, seront soulevés.



Pilar Pavia, RSCJ est née à Barcelone (Espagne). Son parcours universitaire comprend une licence en pédagogie, des études théologiques, un cours de spécialisation en analyse politique et un master en droits de l'homme et migration. Depuis 1985, Pilar est membre de la Société du Sacré-Cœur. Elle déclare : "J'ai travaillé pendant 30 ans dans des centres éducatifs de différents milieux sociaux, et je travaille actuellement dans la Fondation Migrastudium pour l'accueil des migrants et des réfugiés."

Pilar Pavia, RSCJ, abordera le thème de la réduction des inégalités (SDG 10) du point de vue des migrants/réfugiés, un groupe particulièrement vulnérable et important par son nombre et sa présence dans la société espagnole. Son message principal soulignera comment le gouvernement espagnol veut aborder la récupération sociale après l'impact du COVID-19, en mettant les droits des personnes au centre des actions. Elle soulignera et développera également les problèmes qui sont considérés comme empêchant les droits de l'homme d'être au centre de ces actions. Par exemple, les difficultés d'accès au logement, les contrats de travail précaires, les limitations et les obstacles dérivés de l'application de la loi sur l'immigration (à la base de la politique migratoire) et la complexité bureaucratique des différents niveaux de l'administration : locale et étatique (autonome et centrale).



HIGH-LEVEL POLITICAL FORUM
ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT



Société du
Sacré-Cœur à l'ONU





Yasuko Taguchi, RSCJ, est originaire du Japon. Elle est titulaire d'un M.Ed. du Boston College. Elle a travaillé comme volontaire en Ouganda dans les années 60. Yasuko est entrée dans la Société du Sacré-Cœur en 1971. Dans les années 90, elle a été nommée au comité Paix et Justice de la congrégation dans sa province, puis au comité JPIC (Paix et Intégrité de la Création) actuellement. Yasuko a une riche expérience en tant qu'éducatrice du Sacré-Cœur, dans cinq écoles du Sacré-Cœur au Japon. De 2002 à 2014, elle a été directrice de l'école du Sacré-Cœur de Sapporo, où elle a promu l'éducation aux OMD et aux ODD avec l'aide de l'ONG des Nations unies, la Société du Sacré-Cœur. Elle continue d'y exercer la fonction d'aumônier.

Yasuko Taguchi, RSCJ, présentera son travail éducatif avec les jeunes concernant la pensée critique, la conscience globale et sociale avec une éthique humanitaire de base. Elle proposera deux meilleures pratiques à intégrer dans le système éducatif japonais actuel.



Magdie de Kock a été élue présidente mondiale de l'Associated Country Women of the World en mai 2019. Ce mandat mondial prolonge les thèmes de son travail personnel en Afrique du Sud et auprès des sociétés de la région. Membre de la Women's Agricultural Union Mpumalanga et de Die Dameskring, elle a occupé une série de rôles de direction locaux et nationaux en Afrique du Sud, notamment au SA National Education Fund et à la South African Women's Agricultural Union. Magdie a une formation d'enseignante et a travaillé comme directrice d'école, conférencière motivée, et a pris la parole lors d'événements en Afrique, en Norvège et en Nouvelle-Zélande, ainsi qu'à la Commission sur le statut de la femme en 2021. Elle travaille à la promotion de l'organisation au niveau international, ainsi qu'à l'élévation et à l'amplification des voix des femmes rurales dans le monde. Prenant à cœur l'expression "Femmes rurales en action", Mme de Kock a accéléré le travail de plaidoyer d'ACWW et s'est assurée que toutes les opportunités soient saisies pour que les voix des membres soient entendues en utilisant les mécanismes de l'ONU, et en facilitant les ressources pour habiliter et permettre le plaidoyer local, national et régional par les membres eux-mêmes. Il a notamment réalisé une série d'enquêtes pour évaluer l'impact de Covid-19 sur les femmes rurales et coopérer avec l'UNESCO pour la communication des résultats. Il a également dirigé le soutien continu d'ACWW à la CEDAW et à sa mise en œuvre au niveau mondial.

Magdie de Kock exposera la nécessité pour les gouvernements de comprendre et de privilégier une approche de la reconstruction mondiale fondée sur les droits de l'homme à la lumière de COVID-19. En 2019, nous avons entendu les gouvernements s'engager à redoubler d'énergie et à prendre des mesures énergiques pour assurer la réussite des ODD ; en 2020, ces engagements ont disparu, les États donnant la priorité à la survie nationale, mais sans tenir compte du fait que la réussite des ODD atténuerait considérablement les effets d'une telle pandémie, voire la préviendrait. Mme de Kock apporte son expérience personnelle de travail avec des femmes jeunes et âgées dans des communautés rurales, et a constaté de visu le besoin crucial de faire entendre les voix autochtones pour garantir des sociétés plus fortes et inclusives pour l'avenir.



HIGH-LEVEL POLITICAL FORUM
ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT



MODERATRICE



Teresa Blumenstein , coordinatrice de la Coalition pour la justice des religieux (JCoR). Teresa soutient les efforts des congrégations catholiques de femmes et d'hommes Religieux pour plaider aux Nations unies pour la justice et la paix depuis 2015. Elle coordonne actuellement la collaboration en matière de plaidoyer de près de 200 congrégations qui sont engagées dans la Coalition pour la justice des religieux.

Support technique fourni par la Coalition des Religieuses et Religieux pour la Justice (JCoR)

Traduit par DeepL Version libre, <https://www.deepl.com/translator>



**HIGH-LEVEL POLITICAL FORUM
ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT**



Société du
Sacré-Cœur à l'ONU

